Colloque régional
« Pourquoi et comment appuyer la coopération
pour l'agriculture et le développement rural dans les pays du Sud»

vendredi 24 octobre 2008
au siège du Conseil général du Pas-de-Calais à Arras

● Contexte et problématique

L'extrême pauvreté est la réalité quotidienne de 1 milliard d'êtres humains qui vivent avec moins de 1 dollar par jour. Plus de 800 millions de personnes n'ont pas assez à manger pour satisfaire leurs besoins quotidiens d'énergie. Dans le cas des jeunes enfants, ce déficit peut être dangereux parce qu'il retarde leur développement physique et mental et menace leur survie. Plus du quart des enfants de moins de 5 ans des pays en développement sont mal nourris.

Le premier Objectif du Millénaire pour le Développement recherche la « réduction de l'extrême pauvreté et de la faim ». La Cible 2 de cet Objectif 1 vise à « réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population qui souffre de la faim ». Il est possible de surmonter la pauvreté et la faim. Le développement de l'agriculture est au regard de ce triste diagnostic une activité primordiale.

Les ¾ des pauvres mal nourris sont des ruraux des pays du Sud, dont la productivité du travail est trop faible à cause des conditions écologiques, de la petite taille des exploitations, des équipements insuffisants et bien d'autres raisons. Les agriculteurs du Sud sont équipés de façon strictement manuelle et ne peuvent donc être compétitif.

« Le mouvement social mondial dénonce l'abandon de leur souveraineté alimentaire par les pays dits pauvres et annonce que la dépendance aux importations se paiera un jour au prix fort. Ce jour est arrivé… L'Afrique et d'autres régions du Sud continuent à égrainer leur chapelet de malheurs d'origine capitaliste. »

Selon la FAO (Organisation des Nations unies pour l'agriculture), 36 pays sont aujourd'hui (mai 2008) confrontés à des crises alimentaires dont la gravité est proportionnelle à leur degré de dépendance vis-à-vis de marchés internationaux où les prix s'envolent. En Egypte les importations représentent 30% de la consommation céréalière, 50% au Sénégal, 70% en Mauritanie…Tous les pays déficitaires ont vu leur facture alimentaire exploser ces deux dernières années. Les effets de cette crise sont plus violets pour les populations. L'alimentation représente en effet 60% à 80% des dépenses des ménages.

La revue « Alternatives économiques » de mai 2008 titrait un article « Au Sud, plus dur est le choc » avec le sous titre « Les pays en développement subissent de plein fouet l'explosion des prix agricoles mondiaux. Il est crucial qu'ils puissent accroître leur propre production »

L'axe central du colloque sera d'apporter, par les échanges et l'information, la qualification aux porteurs de projets en vue d'"encourager le développement endogène dans le secteur agricole, afin de tendre vers une meilleure auto suffisance alimentaire, une réduction de l'exode rural et un véritable développement des territoires ruraux.

Ouverture officielle

- Dominique DUPILET, Président du Département du Pas de Calais
- Françoise DAL, Présidente de la commission Relations internationales de la Région Nord - Pas de Calais
- Luc DE RONNE, Président de Lianes Coopération

Introduction des plénières

Philippe VASSEUR, "ancien Ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation, Président d'Alliances pour la Responsabilité Sociale et Environnementale, Président du World Forum Lille, Président de la Section économique du Haut Conseil de la Coopération Agricole"

● Contenu du programme
Plénières du matin :
Table ronde

« Contexte et mécanismes mondiaux, enjeux sur la place de l'agriculture dans le développement d'un territoire, rôle politique des agriculteurs du Sud, freins et perspectives de l'agriculture demain ? »

Emeutes de la faim, sécurité alimentaire et souveraineté alimentaire en crise, exode rural critique, déséquilibre des rapports Nord Sud, agriculture subventionnée des pays du Nord et concurrence démesurée, importation croissante de denrées alimentaires au Sud, sous utilisation des terres agricoles, baisse des cours des cultures d'exportation, contraintes des cadres économiques des OMC, FMI, BM, APE de l'UE et autres. La photographie n'est pas encourageante alors que s'ajoutent de plus en plus les conséquences des changements climatiques.

La plénière explicitera les contextes politiques et économiques qui freinent le développement agricole des pays du Sud. Les gouvernements du Sud ont dû accepter l'interdiction des droits de douanes dictés par les conditionnalités des ajustements structurels du FMI. Les produits agricoles subventionnés des pays riches viennent en concurrence déloyale sur les marchés. Comment cerner toutes les contraintes pesant sur l'agriculture du Sud ? Comment en tenir compte, voire participer à l'infléchissement ?

Dans un deuxième temps, l'analyse portera sur les raisons pour lesquelles, sur le terrain, l'agriculture rencontre des difficultés se développer et à participer au développement local et au développement économique de son territoire. La pauvreté, le sous équipement, les conditions climatiques, et bien d'autres causes, entravent le développement de ce secteur. Comment les projets de coopération peuvent influer sur ces blocages ? Comment réhabiliter et favoriser l'agriculture paysanne et lui redonner sa place cruciale dans le développement rural ? Comment expliciter les liens et renforcer les passerelles avec les autres thématiques que sont la santé, l'éducation ? Quelle influence de l'alimentation sur la santé et quelle place pour l'enseignement agricole notamment ?

Après l'explication des cadres contraignants et des causes du mal développement agricole, les intervenants, du Nord et du Sud, illustreront des politiques et des expérimentations relevant le défi. Des actions, des lois, des programmes sont menés par des partenaires du Sud pour innover, contourner, contrecarrer les obstacles au développement. Il s'agira notamment des actions

Animateur :
Bruno GUERMONPREZ, enseignant chercheur à l'Institut Supérieur d'Agriculture de Lille

Intervenants Nord :
- Marc DUFUMIER, professeur d'agriculture comparée à l'Agro Paris Tech et membre Fondation Nicolas Hulot
- Christian CASTELLANET, responsable du pôle Agricultures et Alimentation Durables GRET

Intervenants Sud :
- Amadou Oury DIENG Responsable du programme de formation à la Fédération des Paysans du Fouta Djallon (Guinée) et partenaire de l'AFDI
- José Isidro Tzunun, Directeur Exécutif de la Red FASCO - Réseau Financier des Associations Communautaires (Guatemala)

Expériences et compétences mobilisables en Nord - Pas de Calais

Panorama des acteurs et des outils d'information et d'accompagnement, par Laura TRONCHERE, stagiaire et François DERISBOURG, chargé de mission à Lianes coopération

Pause ou pause repas

4 ateliers simultanés envisagés

Atelier 1
Mieux gérer les ressources naturelles
Accès aux terres et à l'eau pour l'irrigation, adaptation aux changements climatiques
Quelles sont les difficultés rencontrées sur le terrain ? L'accès aux terres et la petite taille des parcelles sont souvent une difficulté. Quel regard sur le droit coutumier, les politiques foncières et les réformes agraires pour une répartition plus égalitaire des ressources ?

La concurrence des usages, entre agriculture, urbanisme et autres affectations, est croissante. Y a-t-il des expériences innovantes de gestion adaptée du foncier et plus globalement de gestion concertée des biens communs, eau, pâturage ? Peut-il y avoir interaction positive dans la coexistence entre agriculture et élevage ? Dans quelle mesure ces deux secteurs peuvent être complémentaires et s'alimenter l'un l'autre ? Quelles modifications du territoire apporte l'aménagement de nouvelles terres, telles que les bas fonds ? Quelles conséquences de la coexistence des cultures vivrières et cultures de masse, d'exportation principalement ? Comment garantit-on le développement de la culture vivrière et l'autosuffisance alimentaire ? Quels liens entre choix de cultures, modes de culture, besoins en eau d'irrigation, ressources en eau ? Comment bien gérer collectivement la ressource en eau ? Quelle réflexion sur le problème croissant d'épuisement des sols ? Les changements climatiques viennent augmenter les difficultés des conditions naturelles. Comment intégrer ce nouveau facteur dans les projets ? Quelles adaptations des projets et quels partenariats pour avoir une action pertinente dans ces bouleversements annoncés et amorcés ?

Animatrice : Marie PAVIOT, chargée de mission de l'AFDI -Agriculteurs français et développement international Nord - Pas de Calais

Intervenants :
- Pauline CASALEGNO, chargée de mission au GRDR -Groupe de recherche et de réalisations pour le développement rural ;
- Béatrice BOUQUET, Présidente de l'association Loos N'Gourma ;
- Marc DUFUMIER, professeur d'agriculture comparée à AgroParis Tech et membre de la Fondation Nicolas Hulot

Atelier 2
Renforcer les compétences agricoles et travailler en réseau, au Sud comme au Nord

La formation des agriculteurs au Sud est nécessaire. Les centres de formations n'existent pas partout, et restent peu nombreux et insuffisants par rapport aux enjeux. Quels sont au Sud les besoins et les capacités en formation ? Quels sont les enjeux et limites des initiatives locales dans le domaine de la formation en zones rurales ? Quelles possibilités à développer dans les partenariats Nord-Sud et Sud-Sud des structures ressources en agriculture-agronomie ? Quelle recherche agronomique d'accompagnement des agriculteurs ? Comment également participer au développement des organisations et notamment appuyer les organisations paysannes ?

Au Nord, la formation ou tout au moins les échanges et partenariats sont importants également pour les porteurs de projets. Souvent bénévoles d'associations, sans expériences agricoles personnelles en général, ils ont besoin de repères et de fondamentaux. Comment apporter cette information ? Comment faire connaître et utiliser les structures ressources du Nord - Pas de Calais compétentes en agriculture telles que GRDR, AFDI … Comment promouvoir les collaborations entre associations de solidarité internationale et les jeunes issus des formations initiales ou universitaires en agriculture ? Comment rendre performante cette communauté d'intérêts potentiels dans le cadre de stages et des politiques pour la mobilité des jeunes ?

Animatrice : Emmanuelle LATOUCHE, Directrice de la MRES -Maison régionale de l'environnement et des solidarités, Lille

Intervenants :
- Sylvain KOROGO, Président de l'AVAPAS (Burkina Faso), Association pour la valorisation et l'appui aux producteurs agro-écologistes du Sahel,
- Evelyne CORE; Directrice de la Fédération régionale des Maisons familiales rurales ;
- Sylvain COLMET DAAGE, Responsable programmes ruraux de l'ONG ESSOR ;
- José Isidro Tzunun, Directeur Exécutif de la Red FASCO - Réseau Financier des Associations Communautaires (Guatemala)

Atelier 3
Encourager le développement économique de la filière agricole

Les activités de transformation, stockage, commercialisation

La production agricole est liée aux activités de transformation, de stockage, de commercialisation. Comment en mesurer l'importance et intégrer cette dimension dans les projets de coopération ? Comment influer sur les capacités à vendre les produits agricoles et quelles possibilités à organiser les marchés ?

Le sous équipement et la pauvreté sont soulignés comme difficultés majeures. Comment participer à l'apport d'une mécanisation adaptée ? Quelle place peuvent jouer le micro crédit et les fonds de roulement pour y parvenir ?

Animateur : Benoit LALLAU, enseignant chercheur à l'université de Lille 1

Intervenants :
- Nicolas LEBEURIER, Responsable Communication et Partenariat de l'ONG Afrique Verte;
- Mariam SISSOKO, Présidente de la Coordination des femmes de Samé (Mali) et membre du ROPPA -Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest ;
- Dominique LESAFFRE, Responsable géographique pour la société SIDI, Solidarité Internationale pour le Développement et l'Investissement

Atelier 4
Intégrer l'agriculture dans le développement du territoire
Interdépendances avec artisanat, commerce, santé et éducation

S'en tenir à l'agriculture dans une démarche de coopération est souvent réducteur. L'agriculture, l'artisanat, le commerce et même la santé et l'éducation sont liés. Les projets uniquement agricoles montrent à termes leurs limites et soulignent la nécessaire coordination avec les activités amont et aval. Comme pour les agriculteurs français, l'important est de produire mais aussi de vendre, d'acheter du matériel etc. De plus, on ne peut occulter la multi activité des agriculteurs du Sud. Plusieurs expériences de membres du comité de pilotage ont souligné l'évolution de leur approche, technique au début, approche globale ou intégrée ensuite. L'agriculteur doit s'organiser pour que le territoire vive, car il y a interdépendance entre les paysans et les autres acteurs du territoire. C'est faire le lien entre alimentation et développement local/développement rural, et donc le lien avec la politique.

Comment cerner l'agriculture dans son contexte plus global ? Comment traiter du local, de la place de l'agriculteur, en amenant à une échelle plus large qui amène la notion développement de territoire ? Comment avoir une approche système / système alimentaire, c'est-à-dire comment les hommes s'organisent pour produire, consommer et vendre ? Comment élargir la réflexion du projet de coopération pour avoir une action structurante et durable ?

Animateur : François CHARLET, Responsable du service Eau et agriculture du Département du Nord

Intervenants :
- Amadou Oury DIENG Responsable du programme de formation à la Fédération des Paysans du Fouta Djallon (Guinée);
- Christian CASTELLANET, Responsable du pôle Agricultures et Alimentation Durables au GRET -Groupe de recherche de recherche et d'échanges technologiques ;
- une collectivité

Pause
Synthèse des ateliers et clôture officielle
Pot de clôture